

Dette globale privée et publique : un dilemme intergénérationnel

Par Gilles L. Bourque, chercheur

Selon les données de la Banque des règlements internationaux (BRI), la dette mondiale aurait augmenté de presque 50 points de pourcentage depuis 2001, pour atteindre un sommet historique de 245% du PIB mondial au premier trimestre de 2018. En dollar US, c'est l'équivalent de plus de 120 billions \$ (cent vingt mille milliards) de nouvelles dettes qui devront être assumées par les générations futures. Nous l'avons vu dans la fiche précédente¹, ce sont les économies avancées qui ont connu la plus forte croissance des dettes privées avant la crise financière de 2008-2009, puis de celle des dettes publiques dans la foulée de la Grande Récession qui a suivi. Malheureusement, la baisse des taux d'intérêt et le retour de la croissance n'ayant pas suffi à réduire significativement le ratio de la dette globale, la situation est aujourd'hui pire que celle d'il y a dix ans.

Dette publique ou dette privée ?

C'est un lieu commun de dire que la dette publique est une charge pour les générations futures. Le débat entre économistes a donné lieu à une large littérature sur les effets potentiellement négatifs, comme positifs, de la dette publique sur l'état de l'économie. Tout dépend, en fin de compte, de ce que cette dette publique lègue aux générations futures. Si, malgré le recours à la dette, nous avons une situation plus dégradée que celle, hypothétique, où l'État n'aurait pas dépensé plus que le permettait ses revenus, on peut poser la question de sa légitimité. Mais si, au contraire, l'accroissement de la dette publique permet d'augmenter en parallèle un patrimoine public productif et qu'il permet d'éviter une récession perturbatrice ou qu'il favorise une amélioration du niveau de vie futur de la population, dans ce cas on peut présumer que ces bienfaits peuvent hypothétiquement compenser entièrement le poids de la dette pour les générations futures.

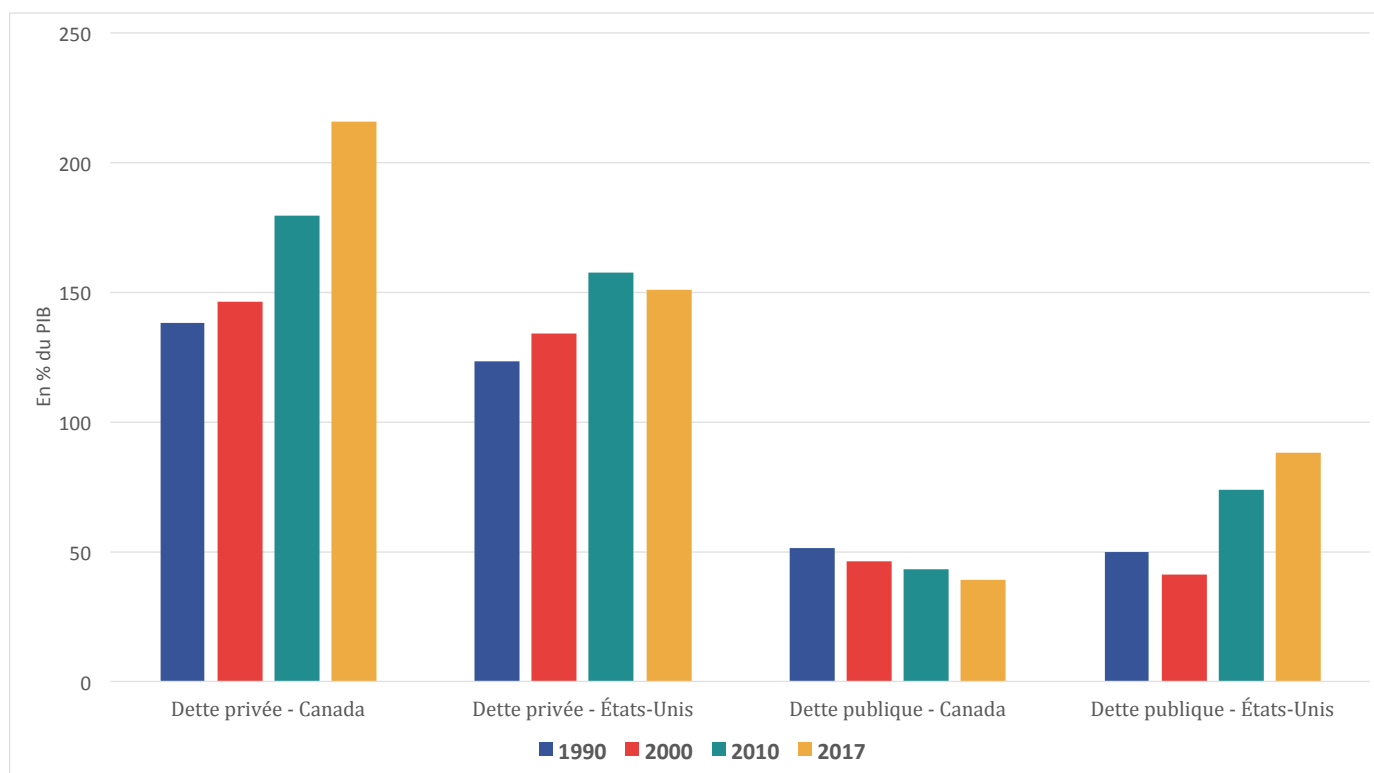
Néanmoins, il se peut que le poids de la dette publique finisse par devenir trop lourd à assumer et qu'il constitue une charge excessive qui devient un obstacle au développement. Dans cette optique, il serait alors plus avisé de ne pas attendre d'arriver à ce niveau avant de travailler sur une stratégie de désendettement. Mais dans ce cas, il faut aussi tenir compte des effets potentiellement négatifs du désendettement sur la situation économique globale. Cela a en effet des implications complexes sur la distribution des revenus actuels et futurs. Si le désendettement public se fait au détriment des services publics offerts et que cela entraîne par la suite une détérioration de la situation financière des ménages, en particulier des ménages de la classe moyenne comme c'est le cas depuis une dizaine d'années, le désendettement public pourrait alors s'accompagner d'un accroissement de la dette privée. D'une certaine façon, n'est-ce pas justement cela qui a conduit certaines catégories socioéconomiques de la population étasunienne à s'endetter au-delà de leurs capacités pour déboucher sur la crise de 2008-2009 ?

Les exemples du Canada et des États-Unis

Le graphique de la page suivante permet d'illustrer cette problématique, à partir d'exemples de l'évolution des dettes privées et publiques au Canada et aux États-Unis. Il faut préciser ici que la dette publique qui est représentée dans ce graphique est celle de l'État central, ce qui exclut l'importante dette publique des provinces et des États. Elle est donc plus étroitement liée à la politique économique fédérale des deux pays concernés. Comme on peut le constater de prime abord, la situation était sensiblement la même dans les deux pays pour les décennies 1990 et 2000. Dans les deux cas, en effet, la légère augmentation des dettes privées pendant ce changement de décennie a été accompagnée par une légère baisse des dettes publiques, quoique celle-ci fût plus importante aux États-Unis qu'au Canada. Or, c'est justement pendant cette période que la situation a commencé à dégénérer aux États-Unis : ainsi, de 1993 à 2012 on a vu la dette publique de ce pays baisser de 17 points de % (en proportion du PIB) alors que la dette privée, qui avait commencé à baisser légèrement lors des années précédentes, a pour sa part augmenté de 17 points de % pendant la même période.

¹ <https://irec.quebec/publications/fiches-techniques/une-dette-globale-de-plus-en-plus-a-risque>

Graphique 1. Comparaison dette privée/publique, Canada et États-Unis



À partir des statistiques du Fonds monétaire international

C'est pendant les deux périodes qui ont suivi (2001-2010 et 2011-2017) qu'est apparue une démarcation très nette entre les deux pays. Dans la foulée de la crise financière de 2009, l'État fédéral étasunien change radicalement de politique en assumant une part croissante de dette publique afin de passer au travers de la crise financière et de soulager le poids croissant de la dette des ménages et des entreprises (en particulier sous l'administration du président Obama). On peut d'ailleurs constater un retournement positif de la dette privée après 2010 aux États-Unis, alors que la dette publique continue quant à elle de s'approcher de la barre de 100 % du PIB. C'est exactement l'inverse qui se produit au Canada, principalement sous la gouverne des Conservateurs de Stephen Harper. Le poids de la dette publique canadienne a continué à baisser, de façon imperturbable, atteignant un plancher presque historique, alors que la dette privée des ménages et des entreprises canadiennes explose littéralement, en passant la barre des 200% en 2015, là aussi du jamais vu dans l'histoire du pays.

C'est la classe moyenne qui supporte ce fardeau de l'endettement au Canada. Selon les projections du Directeur parlementaire du budget (DPB), la vulnérabilité financière du ménage canadien moyen devrait continuer de s'accroître pour atteindre un niveau sans précédent, avec une hausse projetée du service de la dette qui dépasserait de 3,5 points de % la moyenne historique à long terme². Pourtant, l'OCDE l'a encore souligné récemment dans un rapport alarmant : une classe moyenne forte est un facteur de prospérité pour les économies nationales³. Elle s'inquiète donc du fait que leurs revenus ont à peine progressé, tant en termes relatifs qu'absolus, dans la plupart des pays, alors que leurs dépenses de logement, de santé et d'éducation ont rapidement augmenté, les obligeant ainsi à s'endetter pour maintenir leur niveau de vie. Avec comme conséquence le renforcement de sentiments d'injustice, de perte de pouvoir d'achat et de perspectives incertaines qui alimentent des risques socioéconomiques et politiques croissants.

² Voir https://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/Reports/2017/HH%20Vulnerability/HH_Vulnerability_FR.pdf

³ Voir <http://www.oecd.org/ft/els/soc/OCDE-classe-moyenne-2019-resume-chapitre1-vuedensemble.pdf>

NUMÉRO 28 — JUIN 2019

IRÉC

Les fiches techniques visent à faciliter la compréhension d'un concept ou d'un calcul économique sur un thème précis d'intérêt public. En s'appuyant sur les résultats de recherches plus fouillées de l'IRÉC, elles offrent la possibilité de s'interroger sur les paramètres économiques des propositions dans l'actualité québécoise.

Institut de recherche en économie contemporaine

10555, avenue de Bois-de-Boulogne, C.P. 2006
Montréal H4N 1L4, 514 380-8916

secretariat@irec.quebec / www.irec.quebec

f IREContemporaine

@IREC_recherche

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec

ISBN 978-2-924927-32-8 (PDF)